

327.32:327"1914-19"

327.323

K1

LA PAIX DE DEMAIN ET LA DEMOCRATIE SOCIALISTE

PAR

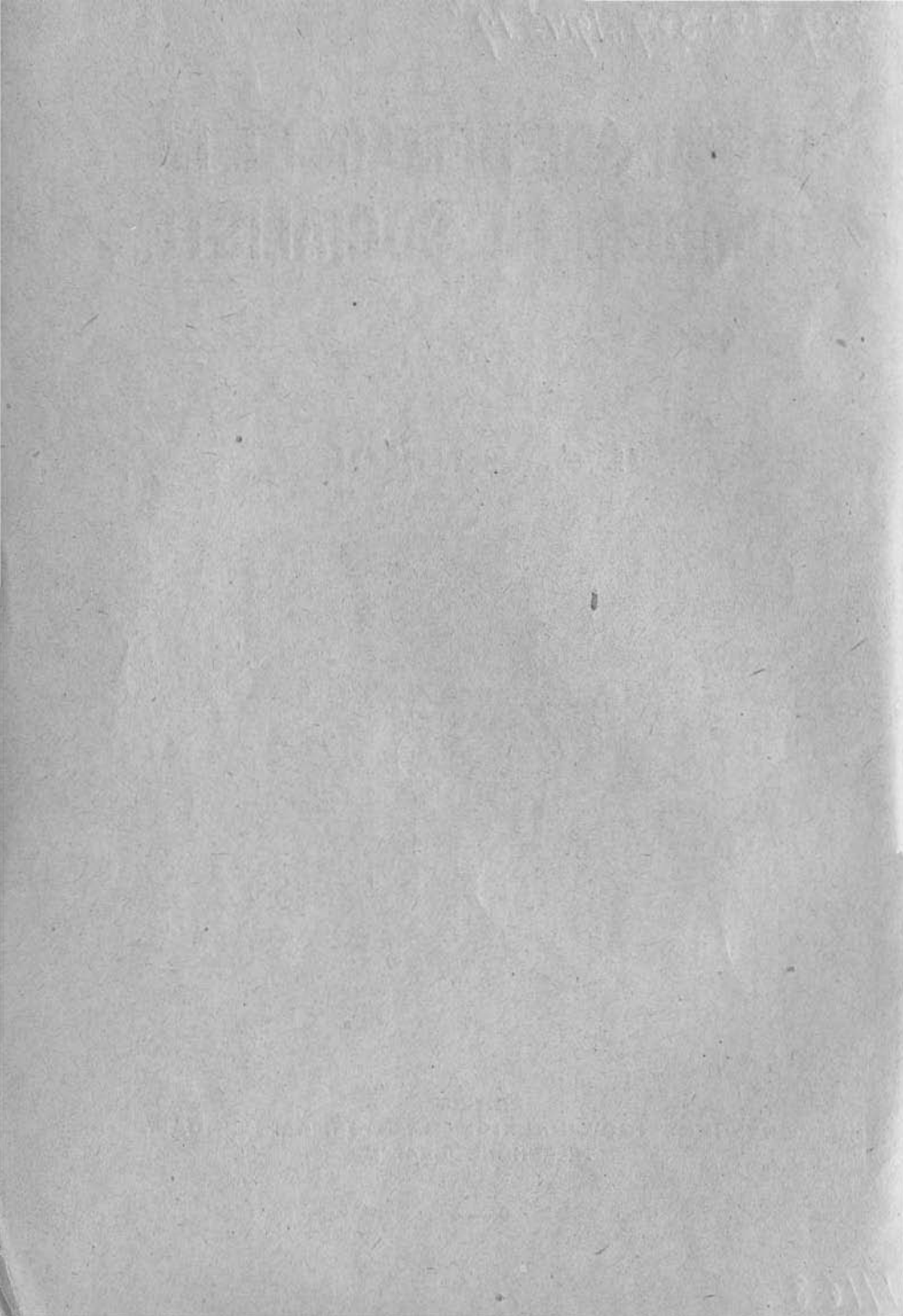
H. H. VAN KOL



EDITEUR

„ONTWIKKELING”, PALEISSTRAAT 43, AMSTERDAM.
TÉLÉPHONE: 6243 N.

11163



1 välikausi
1 pre

327.323 K.1

LA PAIX DE DEMAIN ET LA DEMOCRATIE SOCIALISTE

PAR

TYÖVÄENLIIKKEEN
KIRJASTO

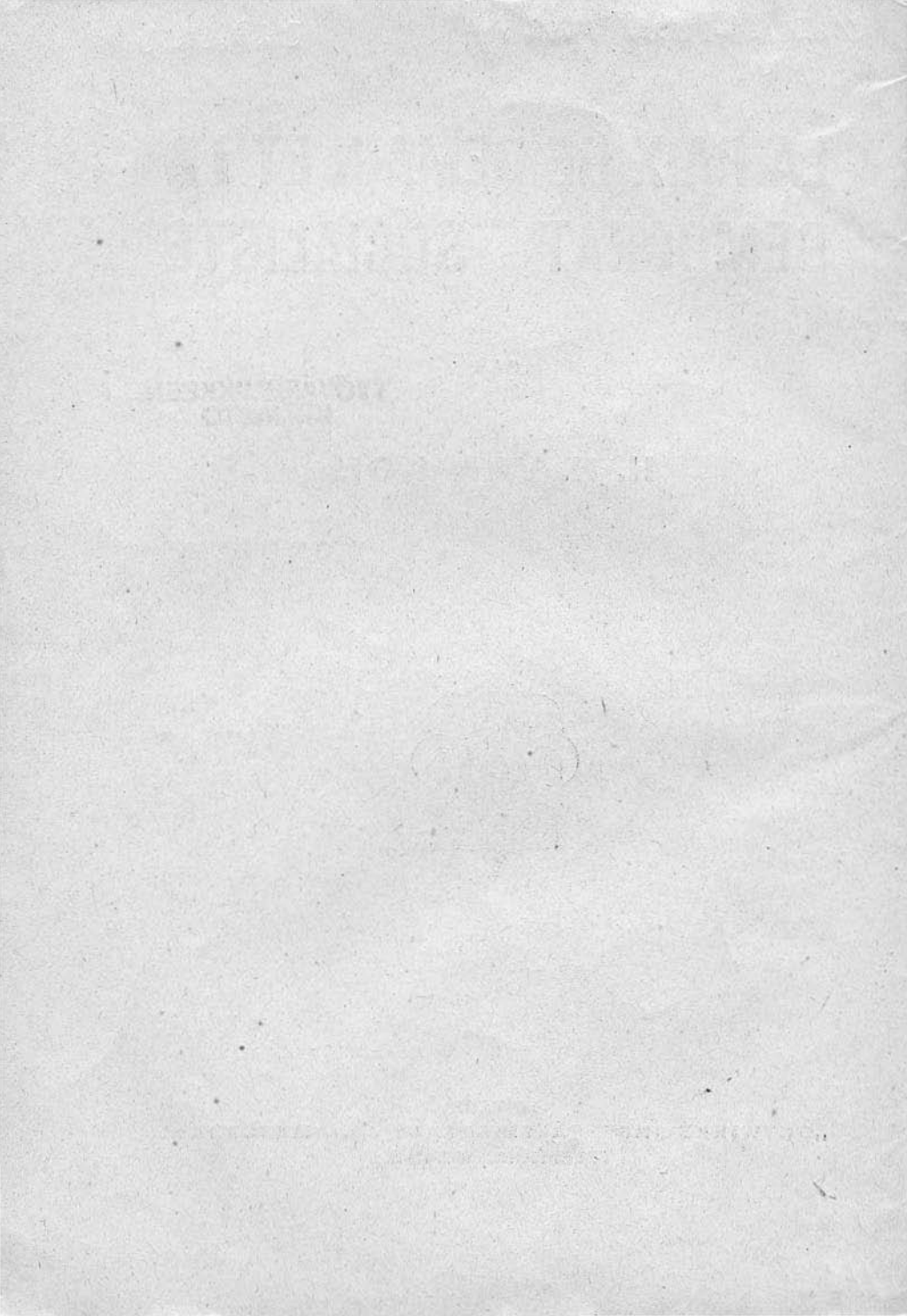
H. H. VAN KOL

932870



EDITEUR

„ONTWIKKELING”, PALEISSTRAAT 43, AMSTERDAM.
TÉLÉPHONE: 6243 N.



LA PAIX DE DEMAIN ET LA DEMOCRATIE SOCIALISTE.

Nous sommes à l'aube d'une nouvelle période. Nous vivons une des évolutions les plus grandes de l'histoire, et il est difficile de prévoir ce qui sortira de cette fournaise. Mais déjà il a coulé trop de sang! Des milliers sont tombés. Les yeux des mères, des veuves et des épouses ont pleuré des larmes sanglantes. Une grande partie de l'Europe est en ruines et le Vieux Monde est menacé d'une catastrophe si d'ici peu le massacre ne prend pas fin. La guerre universelle n'atteint pas seulement les soldats dont les hécatombes sont en rapport avec la perfection croissante de leur armes. Les femmes, les vieillards, les enfants, sont également victimes de la conflagration. Les bombes tombent du ciel et les paisibles voyageurs senotent au fond des mers, frappés de torpilles invisibles. Des millions d'hommes robustes sont estropiés à jamais. La Mort erre partout et sous toutes les formes. Elle frappe à toutes les portes. Elle entre dans tous les villages, et dans les cabanes les vieilles mères allument le cierge sacré devant l'image de la Mater Dolorosa, pour le salut de l'âme de leur fils, tombés victimes du plus bestial des massacres.

On dirait que nous assistons à la faillite de la civilisation occidentale. Le sentiment humain est éteint. La moralité des peuples a disparu. Le droit sacré est opprimé brutalement. Comme au temps des Barbares, l'épée est la divinité de tous.

Quand donc disparaîtra ce cauchemar qui pèse sur toutes les poitrines? Quand reviendront les jours de paix, où on ne se souviendra de ces tueries qu'avec un profond dégoût.

La Conférence des Délégués des Sections Neutres de l'Internationale n'a pas à rechercher spécialement les origines et les auteurs responsables de cette guerre. L'histoire jugera ceux-ci. Tous les socialistes sont d'accord

sur les origines profondes du conflit. Depuis longtemps, nos auteurs et nos conférenciers ont prédit la collision actuelle comme une conséquence inévitable de l'expansion impérialiste des classes capitalistes. „Les intérêts économiques sont la cause profonde de cette guerre”, dit le Manifeste de la fraction des députés allemands socialistes, lu au Reichstag le 2 décembre 1914.

L'évidence de la critique socialiste a été prouvée clairement par les faits, et bien que les ouvriers organisés n'aient pas été en état d'empêcher la déclaration de la guerre, ils sentent que le temps est venu d'aider au rétablissement de la paix, d'une paix basée sur des principes sains et durables. Dans ce but, les délégués socialistes de dix pays neutres se sont réunis. Ces pays ne sont pas mêlés directement à la guerre, mais ils ont néanmoins à payer un tribut considérable à l'anarchie et à l'administration incohérentes de la Société capitaliste.

La lutte pour le socialisme deviendra de plus en plus une lutte de la démocratie du prolétariat contre l'Impérialisme, car c'est cette opposition qui constitue, avant comme après la guerre, la base de la lutte des classes ouvrières dans les divers pays contre le capital, maître du monde, et contre une organisation sociale qui crée de pareils conflits.

Quand le bon sens de la masse sera réveillé, — quand les ouvriers, qui se massacrent sur l'ordre de leurs chefs, se demanderont : „Pourquoi nous battons-nous, et pourquoi nous tuons-nous?” la paix ne se fera plus attendre. Car ce n'est pas la haine qui entraîne les ouvriers français, allemands et anglais, ni dans les tranchées, ni dans la vie civile. „Le soldat ne connaît pas la haine.” Ils ont peu d'intérêt à la continuation de la guerre et ils ont déjà perdu beaucoup à la lutte. La violence des armes ne leur paraît pas le moyen efficace pour faire triompher la justice. Du point de vue des ouvriers, cette guerre est une faute immense et la conquête de territoire constitue une illusion, qu'ils ne caressent guère et qui d'ailleurs n'enrichit pas les conquérants. Elle n'est favorable qu'aux intérêts de quelques capitalistes, exploitateurs de leurs ouvriers. C'est justement contre cet esclavage social qu'ils ont lutté toute leur vie, et bientôt ils auront à le combattre de nouveau. Et ils devront le faire en collaboration avec leurs frères et com-

pagnons d'infortune, — c'est à dire, ceux qu'ils sont obligés maintenant de tuer de leurs balles meurtrières.

Si cette guerre universelle devait durer des années, le système capitaliste serait vaincu soit par les socialistes, — soit par sa propre faute. Et l'état bourgeois serait entraîné dans le naufrage. Cette éventualité doit être un avertissement sérieux pour les classes dirigeantes de ne pas trop tendre l'arc, et pour le prolétariat, „une indication afin qu'il soit prêt à agir quand les temps seront révolus”¹⁾.

Si les Gouvernements devaient persister dans leur politique d'effusion de sang et de destruction, le prolétariat aurait pour devoir — s'il en est capable — de sauver l'humanité par la révolte. Mais hélas! nous n'osons plus l'espérer après l'expérience de ces dernières années. Pourtant, quand dans tous les pays et par voies légitimes, un effort simultané sera fait pour forcer les Gouvernements à conclure la paix, les dirigeants hésiteront à augmenter encore la souffrance et la misère, et le vœu unanime de millions d'individus arrêtera la violence armée.

Que la Conférence des Neutres serve d'aiguillon dans cette direction!

C'est dans le but de reconquérir la Paix, que nous nous sommes assemblés.

La paix a un double caractère, selon qu'on la considère du point de vue militaire, ou bien du point de vue juridique, économique et social. Les belligérants se préoccupent actuellement et avant tout du premier point. Pour eux, la force des armées est le droit suprême. Ils se moquent de celui qui parle de paix ou bien, ils insinuent ou jettent la suspicion sur les pauvres pacifistes. Mais tous les neutres ont néanmoins pour devoir de contribuer à la préparation d'une paix juste et durable, car du fond de son âme, le prolétariat maudit le fratricide, et des centaines de milliers dans tous les pays, de tous les rangs et de toutes les classes, profèrent la même malédiction.

La démocratie socialiste internationale des pays neutres est donc tenue, conformément à la mission qui a été donnée aux socialistes par les Congrès de Stuttgart, de Copenhague

¹⁾ Mr. P. J. Troelstra. „De Wereldoorlog en de Sociaaldemokratie” 1915, p. 131.

et de Bâle, de contribuer à mettre fin à la guerre, en s'efforçant d'obtenir une paix durable, basée sur des principes socialistes indépendants de la situation militaire.

En Allemagne surtout, on a beaucoup parlé de paix. Le journal socialiste de Brême notamment voudrait déclencher un mouvement général pour la paix en y comprenant toutes les forces vitales des organisations ouvrières de tous les pays. L'auteur va jusqu'à placer cet appel indirect aux ouvriers allemands sous la protection de la prière „qui s'élèvera bientôt de toutes les chaires chrétiennes: „Que la paix soit sur la terre!”

„Quel moment, dit le journal, serait plus propice pour manifester notre désir brûlant d'établir une paix honorable pour tous les peuples, mêlés à la guerre?”¹⁾

Sur quelles bases reposera cette paix? La démocratie socialiste internationale accorde son concours à tous ceux qui veulent mettre fin à la guerre par une paix indépendante de la position militaire, parce qu'elle nie tout droit à la violence et parce qu'elle est guidée par d'autres principes. D'ailleurs, on perçoit déjà dans tous les pays de l'Europe un mouvement en faveur de la paix, et il ne s'en faut pas de beaucoup pour lui donner une influence, surtout à cause du dégoût qu'a inspiré à tous la façon de guerroyer d'aujourd'hui. Socialistes et pacifistes se tendent la main, mais c'est surtout le prolétariat qui doit insister de toutes ses forces pour obtenir la paix, car la paix est le régime le plus favorable au développement économique des classes ouvrières.

La démocratie socialiste ne peut se montrer mesquine en ces temps épiques. Elle doit élargir son horizon. Elle ne peut reculer devant la grandeur des conceptions. Elle a pour devoir d'agir, et le moment décisif d'agir est venu!

Si nous ne voulons pas laisser à nos adversaires l'occasion de conclure „leur” paix, il faut que nous soyons quasi unanimes sur l'établissement des conditions. Et il n'est pas difficile d'arriver à ce résultat, vu les Résolutions qui ont été votées pendant la guerre par presque tous les partis socialistes dans les pays neutres et belligérants. Par ces conditions — qui ont principalement pour but d'éliminer toute source de

¹⁾ F. M. Wibaut. „Socialistische Gids”, 1916, p. 585.

guerre nouvelle —, le prolétariat aura à ses côtés une grande partie du monde bourgeois, qui veut s'entendre avec nous pour la sauvegarde des intérêts primordiaux de l'humanité. La démocratie socialiste pourra compter ainsi sur l'appui de tous ceux qui veulent prévenir la répétition d'un crime impardonnable.

Pour affaiblir le militarisme, pour briser le culte de la violence, et asseoir le triomphe de la justice, il faut que la paix prochaine, qui aura une influence décisive sur l'histoire de l'avenir, soit fondée sur les bases sanctionnées par les Congrès internationaux, et dont on retrouvera l'écho dans les formules élaborées notamment par „l'Anti-Oorlograad néerlandais”, ainsi que par „l'Organisation Centrale pour une paix durable”.

PROGRAMME-MINIMUM.

1. Il n'y aura ni annexion ni transfert de territoire contraire aux intérêts et aux vœux de la population; le consentement de celle-ci sera obtenu, si possible, par plébiscite ou autrement.

2. Les Etats garantiront aux nationalités comprises dans leur territoire l'égalité civile, la liberté religieuse et le libre usage de leur langue.

3. Les Etats conviendront d'introduire dans leurs colonies, protectorats et sphères d'influence la liberté commerciale, ou tout au moins l'égalité de traitement pour toutes les nations.

4. L'oeuvre des Conférences de la Paix tendant à l'organisation pacifique de la Société des nations sera développée.

La Conférence de la Paix sera dotée d'une organisation permanente et aura des sessions périodiques.

5. Les Etats conviendront de soumettre leurs différends à une procédure pacifique. Dans ce but à côté de la Cour d'Arbitrage de la Haye, seront créés a. une Cour permanente de Justice internationale, b. un Conseil international d'Enquête et de Conciliation.

6. Les Etats seront tenus à prendre de concert des mesures diplomatiques, économiques ou militaires dans le cas où un Etat agirait militairement, au lieu de soumettre le différend à une décision judiciaire ou de recourir à la médiation du Conseil d'Enquête et de Conciliation.

7. Les Etats conviendront de réduire leurs armements.
8. Pour faciliter la réduction des armements navals le droit de capture sera aboli et la liberté des mers assurée.
9. La politique étrangère sera soumise à un contrôle efficace des parlements.

Les traités secrets seront nuls de plein droit.

Ce texte est conforme à la Résolution adoptée au Congrès du Parti Français de janvier 1915, à la résolution de la Conférence de Copenhague (janvier 1915), à la résolution des Neutres de Stockholm (avril 1916), à la résolution de la Conférence des Nationalités de Lausanne (juillet 1916), à la résolution des partis socialistes des pays alliés à Londres (février 1915), à la résolution des partis socialistes d'Allemagne et d'Autriche à Vienne (avril 1915), à la résolution des femmes socialistes de Berne et enfin à la résolution de „l'Anti-Oorlograad" de Néerlande. Toutes ces organisations veulent subordonner la violence des armes aux conventions internationales et créer le droit international des peuples. Sur ces bases, les partis socialistes parviendront à s'accorder également, car, malgré tout, les haines de peuples et les préjugés de races leur sont inconnus.

POINT D'ANNEXIONS.

Chaque peuple a droit à l'autonomie. La conquête ne donne point le droit de violer l'autonomie des nations, à moins que la population n'en exprime le désir et en témoigne par un plebiscite. Chaque nationalité, qu'elle soit basée sur la communauté de descendance, de langage ou de tradition, ou même des groupes qui se sont agglomérés volontairement, ont le droit de disposer librement d'eux-mêmes. La diversité des nationalités est un élément de valeur pour la civilisation. Le Professeur Adolf Wagner dit du principe national qu'il est „das natürlichste, dauerhaftigste, mächtigste, gerechtigeste, wohltätigste Prinzip der Staatsbildung und der Abgrenzung der Staatsterritorien." Et le regretté Jaurès disait au point de vue socialiste: „Les nations sont des trésors que le prolétariat doit, non gaspiller, mais garder et s'approprier" ¹⁾.

¹⁾ Congrès International de Stuttgart. Compte-rendu officiel, p. 131.

Et Vaillant disait de son côté à ce même congrès :

„Les nations sont un fait et elles sont aussi un élément nécessaire au développement de l'Internationale. Laisser toucher à une nation, c'est laisser atteindre l'Internationale. Il faut maintenir l'intégrité morale et physique de chaque nation, mais chacune doit collaborer à maintenir l'intégrité morale et physique de l'Internationale, qui devient de plus en plus une réalité" ¹⁾.

On pourrait encore citer bien des noms de socialistes allemands, suédois, italiens, belges et anglais qui se plaçaient au même point de vue et s'opposaient avec force à toute oppression et suppression de nationalités. Ils prouvaient que „nationalité et internationalité ne sont point des concepts opposés, mais au contraire des éléments qui se complètent." ²⁾

Les petits peuples aussi ont donc une grande tâche à remplir et ils l'ont déjà remplie dans le passé.

La démocratie internationale n'est pas une masse grise et uniforme, mais un tissu multicolore de partis nationaux dont chacun a son passé et dont l'expérience contribue au bien de l'ensemble. Si chaque parti tend à consolider son pouvoir dans son propre pays il se sait également moralement soutenu par l'Internationale, reconstituée à Paris en 1889. Maintenir la nationalité, c'est donner au prolétariat la force la plus grande pour combattre la classe qui est au pouvoir dans son propre pays. Au contraire, la domination d'une nation excite le chauvinisme, inspire aux classes opposées le sentiment de la cohérence et exerce par là une influence défavorable sur la lutte socialiste des classes.

Maintenir l'Égalité de droit pour toutes les nations, notamment pour ce qui concerne l'emploi des langues; frayer le chemin au développement libre de la culture nationale, favoriser la démocratie ainsi que l'autonomie qui enlèvent toute âpreté aux querelles nationales en faisant valoir la volonté du peuple — voilà quel était le but du parti socialiste dans tous les pays où plusieurs nationalités étaient encerclées dans les mêmes frontières. Et en cas de besoin, elle reconnaissait à chaque nationalité le droit de

¹⁾ Congrès International de Stuttgart. Compte-rendu officiel, p. 129.

²⁾ Congrès International de Stuttgart. Discours de Hj. Branting. Compte-rendu officiel, p. 166.

défendre son autonomie, même en faisant appel aux armes. En outre, l'opinion générale était qu'il appartenait aux organisations nationales et non aux influences étrangères de faire disparaître les griefs nationaux, parce que la conquête de la puissance politique doit constituer un facteur important dans la lutte des classes au sein de l'Internationale. Celle-ci reconnaissait donc sans restriction le droit des nationalités à un développement autonome. Les partis socialistes, basés sur de tels principes, étaient étrangers à tout désir de conquête. Les socialistes s'interdisaient toute velléité d'annexion et aujourd'hui encore ils soutiennent cette thèse. Nous lisons entre autre dans le „Vorwärts" du 27 septembre 1915: „Nos partisans à l'étranger peuvent être assurés que la classe ouvrière allemande condamne maintenant, aussi bien que dans le passé toute politique de conquête et qu'elle désire combattre l'exploitation et l'assujettissement de peuples étrangers par tous les moyens que les circonstances permettront de mettre en oeuvre."

La guerre de 1870 leur avait appris que l'annexion est un foyer de complications et contient le germe de guerres nouvelles. Une conquête ne peut jamais valoir comme titre, et l'avantage obtenu de cette façon n'est qu'illusion. (Voir Norman Angell.) Ce n'est pas l'occupation d'un pays qui donne les avantages recherchés, mais bien le placement des capitaux et les concessions aux financiers des classes possédantes.

Quand les socialistes — conformément aux Résolutions des Congrès Internationaux relatives au respect des nationalités — ont pris la ferme résolution de combattre toute annexion, ils sont obligés de rejeter toute imposition d'indemnité de guerre. Ces indemnités ne sont au fond qu'une autre forme de conquête, une espèce d'expropriation économique, ayant des conséquences plus graves que l'occupation de territoire.

Il va de soi que la Belgique, — outre qu'elle a le droit de voir reconnaître intégralement son indépendance politique et économique, doit être indemnisée pour les dommages qu'elle a dû subir. Les socialistes de tous les pays du monde sont d'accord sur ce point. On sera bien vite d'accord aussi pour résoudre la situation de la Serbie, de la Pologne, de la Finlande, de l'Arménie, du Monténégro, qui tendent vers

l'autonomie et la fédération. Il est encore d'autres pays dont la situation intéresse le monde, mais il n'appartient certes pas à la conférence de chercher une solution pour toutes ces conjonctures. Mais il en est autrement d'une question brûlante, qui préoccupe la politique depuis près d'un demi siècle, source permanente de conflits qu'il faut tarir pour qu'il soit possible de créer une Paix durable. Je veux parler de la question de l'Alsace-Lorraine.

D'après les socialistes français, le retour de ces provinces, qui ont été enlevées de force à la France, ne devrait pas être considéré comme une annexion, mais comme le redressement d'injustice. Les socialistes allemands repoussent au contraire toute rétrocession de ces provinces.¹⁾

Ils trouvent que ces contrées sont déjà très fortement liées à l'Allemagne aussi bien économiquement que politiquement. La perte de ces provinces serait un coup mortel pour de milliers d'ouvriers travaillant dans l'industrie de fer, du charbon et de l'acier.²⁾

En apparence nous nous trouvons ici devant un fossé sur lequel il est impossible de jeter un pont. Et pourtant il est absolument indispensable d'aboutir à une entente en cette matière, si l'on veut créer une paix durable.

L'histoire nous enseigne que l'Alsace-Lorraine a été habitée par des races germaniques et jusqu' à la Paix de Münster (1648), elle appartenait principalement, après de nombreuses vicissitudes, à l'Empire allemand. Elle fut de nouveau annexée à l'Allemagne en 1871, par la force des armes. Depuis lors, l'élément allemand s'y est fait sentir, et des quantités d'immigrés sont venus des frontières orientales. Aujourd'hui sur 1.800.000 habitants, environ $\frac{1}{10}$ parle le français, et dans l'Alsace Haute et Basse, cet élément ne représente respectivement pas plus de $\frac{1}{20}$ et $\frac{1}{30}$ de la population. Le fameux „Diktatur Paragraf" est abrogé depuis 1902. Le Suffrage Universel est la loi. Aux dernières élections pour le Reichstag, les socialistes obtenaient 110.700 votes, ou $\frac{1}{3}$ de tous les suffrages exprimés et l'Alsace-Lorraine envoyait 5 (des 10) députés socialistes au Parlement. L'idée de constituer un état fédératif autonome

¹⁾ Herman Wendel. *Elsass-Lothringen und die deutsche Sozialdemokratie*, 1914, p. 14.

²⁾ Hue, à la Diète de Prusse, 18 février 1916.

devenait de plus en plus forte. Un plébiscite aurait donné à ce sujet un scrutin peut-être tendancieux, à moins de diviser le pays en quatre parties. La partie française de la Lorraine autour de Metz, de même que la partie allemande avec Torbach comme capitale, ainsi que l'Alsace Haute et Basse décideraient chacune de leur propre sort. La devise „L'Alsace-Lorraine pour les Alsaciens-Lorrains" ne serait réalisée que si l'on créait un état tampon viable.

Cette question est pénible, et pourtant elle demande cette fois-ci une solution définitive, car on peut s'attendre sinon à une nouvelle et longue guerre. Peut-être un arbitrage de Neutres pourrait-il donner une solution favorable à cette question délicate, solution facilitée par le caractère des conditions de Paix dont nous donnons le texte ci-après. Les socialistes français ne nous paraissent pas irréductibles en cette question, car, dans le passé, ils ont déjà déclaré qu'ils se résignaient au traité de Francfort et ne consentiraient en aucun cas à voter des crédits de guerre à cause de l'Alsace. La guerre, une fois éclatée, leur a donné de nouveau les mains libres. Mais, peut-on croire qu'ils voudraient donner à cette question une solution qui provoquerait inévitablement une guerre nouvelle, plus opiniâtre encore que le conflit présent? On ne doit pas s'attendre à pareille attitude, car les socialistes donneraient une force nouvelle au militarisme.

Partout on sent le désir d'obtenir enfin une Paix, créant la base d'une Paix universelle et durable. Mais pareille paix n'est possible qu'à la condition de résoudre également deux points: la liberté de Commerce et la liberté des Mers.

LE LIBRE ECHANGE.

La production capitaliste et spécialement la grande industrie, se répand irrésistiblement sur tout le globe. Si l'on ne réglemente pas internationalement ce développement, la guerre par les armes sera suivie d'une guerre économique, source abondante de conflits. Seul le libre échange facilitera, au profit de toute l'humanité, le déploiement coordonné des forces productives de tous les pays.

Pour pourvoir à la demande de matières premières, pour trouver un marché pour leurs articles, pour découvrir des placements favorables à leurs capitaux, les Grandes Puissances cherchent à agrandir leurs domaines coloniaux. La

force de l'Etat est employée dans le but de conquérir des avantages économiques au profit du capitalisme national, et elle fonctionne donc pour servir l'Impérialisme, c'est à dire que le canon aura toujours le dernier mot. En réalisant la théorie de la porte ouverte, déjà pratiquée dans la plupart des colonies anglaises et dans toutes celles de la Hollande, la chasse aux colonies n'a plus aucune raison d'être. Ainsi cette source de guerres disparaîtra petit à petit. Libre échange, liberté des mers, voilà donc le mot d'ordre. Aussi longtemps que les situations contemporaines rendront impossible l'abolition des droits protecteurs, à cause des intérêts qui y sont attachés, on peut très bien appliquer ces principes aux colonies dont la possession aura perdu une grande partie de sa valeur. Vouloir établir d'un seul coup le libre échange universel serait utopique, même si l'on examinait exclusivement la question au point de vue fiscal! Le libre échange, symbole de la solidarité humaine et espoir des pacifistes du siècle passé (Adam Smith c.s.) n'est pas encore près d'être réalisé. Cependant l'application de ce principe aux colonies d'outre-mer fera sentir davantage „l'interdépendance internationale" en attendant que l'avenir réalise l'idée intégralement. La concurrence économique prend toujours une forme politique en matière coloniale et c'est justement là que se trouve le danger de voir surgir des conflits. Si chacun peut profiter des colonies, sans que la conquête en soit nécessaire, le danger de guerre diminuera considérablement.

Plus d'inégalité de traitement pour les divers peuples en matière de commerce, de concessions agricoles et minières, de travaux publics et de chemins de fer. Une convention internationale, basée sur l'égalité de traitement, peut facilement régler ces questions. La possession des colonies, qui ne rapporte d'ailleurs des avantages qu'à un petit groupe de la nation et dont les classes ouvrières ne profitent guère, n'aura plus grande importance. Même pour les capitalistes, l'avantage de devoir subir les charges de pareille possession sera trop mince, — surtout celles d'une conquête. Cette politique favorisera l'évolution paisible du capitalisme, de même que l'introduction de meilleures machines, et, par le développement de la technique, on créera peu à peu les conditions favorables au développement du socialisme, qui

remplacera la concurrence au profit de quelques uns par une collaboration au profit de tous.

Après l'abolition du droit de prise — c'est à dire l'application des usages de guerre sur terre, à la navigation sur mer — on aura supprimé un facteur puissant qui ne tendait qu'à augmenter indéfiniment l'importance des flottes de guerre.

La rivalité économique a d'ailleurs été une des raisons principales de la guerre actuelle.

Une autre base de la Paix de demain, sur laquelle tous les socialistes et une majorité écrasante de nos concitoyens sont d'accord, est

L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE.

La triste expérience des temps présent a démontré plus que jamais combien il est nécessaire de soumettre obligatoirement tous conflits internationaux à une procédure de solution pacifique, dont les Conférences de la Paix pourront régler les conditions et l'organisation. (Voir le programme minimum sub) ¹).

Il ne sera pas nécessaire, pensons-nous, de justifier l'article 5 qui vise et condamne la diplomatie secrète. L'arbitrage sera facilité par là. Beaucoup de conflits peuvent être dénoués par jugement arbitral. D'autres cependant ne s'y prêtent pas. Saisie des conflits concernant la Mandchourie et la Corée, la Perse et le Maroc, une Cour d'arbitrage pourrait dire seulement que tous les intéressés sont des intrus, et n'ont à invoquer l'ombre d'un droit. Dans ce cas, il n'est pas possible de faire appel à l'arbitrage, mais il reste encore un autre moyen d'intervention: le recours à un Conseil international d'Enquête permanent, qui peut proposer un compromis dans le but de sauvegarder le bien-être général. Si une Puissance essaie d'éviter le contrôle, si elle refuse de se soumettre à la décision d'une telle conférence, il serait légitime de s'unir contre elle, de l'isoler et de la rendre impuissante de faire du mal. En effet, une diminution importante des armements n'est possible que si la politique d'Impérialisme armé aura fait place à une politique d'expansion pacifique, — quand la rivalité et la méfiance auront été remplacés par la collaboration, l'estime réciproque et la confiance. L'arbitrage obligatoire pour

tous conflits internationaux doit donc être le but de nos efforts, et il importe également d'obtenir des garanties sérieuses pour assurer l'exécution des jugements rendus.

Cette aspiration pourra même compter sur l'appui des classes possédantes. Le capitalisme, poussé par ses vrais intérêts, n'est pas belliqueux de nature. Il préfère emporter le profit sans cliquetis d'armes, car la guerre exige des sacrifices considérables de toutes sortes, et parfois il affaiblit ou tue ses meilleurs clients en anéantissant des milliards de capitaux qui, plus tard, sont bien difficiles à remplacer ou à regagner. C'est une affirmation risquée et dangereuse de dire qu'il n'y aurait place pour l'Arbitrage et le désarmement successif, avant la fin de la lutte des classes. La répugnance inspirée par les cruautés de la guerre, aura une grande influence sur des centaines de milliers d'hommes, qui ont encore gardé un peu de sentiment humain dans le cœur.

Le militarisme, auquel l'Impérialisme a si vite recours, est au contraire la négation de la moralité et de l'humanité. Il est en contradiction avec la démocratie toujours grandissante, qui veut la justice, qui ne se courbe point sous la violence armée, et qui a senti maintenant mieux que jamais, que la vraie prospérité ne peut être acquise que par la paix. Ce qui est déjà conquis à l'intérieur du pays : la domination de la justice sur la brutalité, doit et sera tôt ou tard obtenu dans les rapports des Etats entre eux.

UNE FEDERATION DES ETATS.

Il est une autre réforme importante dans laquelle les socialistes ont une certaine confiance et dont l'adoption constituerait une véritable révolution dans l'étatisme européen. C'est la formation d'une fédération plus étroite entre les divers états. La présente guerre aura également aidé à la diffusion de cette idée et ici encore, la force de l'antithèse s'est fait valoir. L'avenir devra créer les Etats Unis d'Europe. Quand des transferts de territoire ne seront plus possibles sans le consentement des Puissances européennes, — quand des relations plus amicales auront fait sentir leur influence, — la constitution d'une fédération pacifique n'est plus qu'une question de temps. La Résolution de Londres, par laquelle tous les partis socialistes de France,

d'Angleterre, de Russie et de Belgique ont basé leur programme de paix, n'est pas contraire à cette idée. Un de nos meilleurs penseurs, Karl Kautsky, voudrait également créer une fédération d'Etats dont les nations disposeraient librement d'elles-mêmes, et seraient reliées par un système de libre échange absolu. „C'est là, dit-il, la politique universelle à laquelle la démocratie socialiste aspire.” D'autre part, le Ministre socialiste français Sembat déclarait de son côté qu'il faut tendre vers la création d'une fédération plus étroite des Etats.

On peut nommer tout cela de „l'idéologie”, mais la Suisse fournit la preuve de la possibilité de l'idée, malgré les circonstances les plus défavorables, malgré les grandes différences de langues, de religion, d'habitudes et de développement économique, c'est à dire, des influences centrifuges. Si le groupement des Puissances est devenu inévitable, la constitution d'une fédération des Etats centraux de l'Europe serait plutôt un danger pour la paix. Il faut tendre au contraire à la création de groupements de Puissances de plus en plus nombreuses, non sous la forme de fédérations dynastiques, mais sous la forme de fédérations parlementaires. L'entente des représentants élus est favorable à la paix. Mieux encore! Quand le prolétariat aura conquis la puissance politique, „la constitution des Etats-Unis d'Europe ne sera plus seulement possible: elle sera certaine”¹⁾. Provisoirement une entente moins unitaire serait déjà suffisante pour éviter les guerres et pour mettre fin à la sottise des armements concurrents. Le minimum nécessaire pour arriver à pareil résultat, serait une organisation, basée sur le modèle de la Conférence de Londres, plus étendue et permanente.²⁾

Quand on en sera arrivé là, le motif principal pour développer les armements aura disparu parce qu'une expansion n'est plus possible sans le consentement du Concert ou du Conseil des Puissances. Le chemin à suivre pour restreindre le budget de la guerre — auquel le manque d'argent contribuera d'ailleurs bien pour sa part — est

1) Karl Kautsky. Nationalität und Internationalität. „Die Neue Zeit”, 18-1-1916, p. 36.

2) H. N. Brailsford. De Oorlog van Staal en Goud, 1914, p. 271.

simplement de s'entendre internationalement. En cette hypothèse, le désarmement graduel n'est qu'une question de temps, aidée par l'influence croissante de la volonté du peuple et cela, malgré la haine qui sépare actuellement les belligérants. L'opposition des castes militaires et des fournisseurs d'armes et de munitions — ne vaudrait-il pas mieux que l'Etat s'occupât seul de ces fournitures? — sera impuissante à résister à l'idée du désarmement. En effet, cette aspiration pourra compter sur l'appui même de groupes nombreux de capitalistes, qui ont déjà à supporter une partie des impôts fortement augmentés et qui souhaitent de sauver l'Europe de la banqueroute. Si la paix de demain n'est pas suivie d'un désarmement systématique, si cette paix ne repose pas sur les bases solides, un militarisme plus accentué encore sortira de la conjoncture actuelle et l'on pourra craindre avec raison la ruine économique de l'Europe.

Si les socialistes de tous les pays parviennent à faire accepter les conditions de paix susdites, alors l'anéantissement de l'Allemagne n'est plus nécessaire, même si l'on se place au point de vue de ceux qui souhaitent cette issue, qui pour nous, n'est qu'une sottise. Alors un coup mortel sera porté au militarisme et au marinisme dans tous les pays. A ces conditions-là, la paix pourrait être conclue dès demain, et la nation qui, au milieu de la lutte actuelle, aura la première levé la palme de la Paix, sera bénie par les générations d'aujourd'hui et de demain.

Dans ce but, la démocratie socialiste internationale devra former une phalange serrée, ne fût-ce que pour l'emporter dans la lutte des classes, qui l'attend demain, lutte qui sera plus difficile à cause des suites économiques de la présente guerre d'extermination.

LES SUITES ECONOMIQUES DE LA GUERRE.

Les suites économiques de la présente guerre pèseront surtout sur les classes ouvrières. Nombreux sont les individus des classes possédantes qui ont amassé des fortunes formidables par suite de cette guerre, mais la masse du peuple vit dans des situations pitoyables. Les vivres ont commencé à manquer et sont devenus chers. Des centaines de milliers d'ouvriers ont perdu leur occupation, et ce qui

les a attendu, c'est la misère et la mort dans des tranchées humides et froides.

La petite industrie et le petit commerce ont été lourdement frappés. Les petits commerçants se sont vus obligés de fermer leurs boutiques à la veille de la faillite; nombre de propriétaires immobiliers ne touchent plus leurs loyers et ne savent plus payer leurs rentes hypothécaires. Enfin les ouvriers qui achètent leurs meubles à crédit, voient s'approcher avec angoisse le moment de payer leur terme. Après la guerre, l'agriculture sentira fatalement le manque d'ouvriers et de chevaux; maint petit paysan devra céder son petit morceau de territoire à son bailleur de fonds: ce qui favorisera considérablement le développement de la grande propriété foncière.

S'il en est qui ont reçu des coups terribles, il s'en trouve qui ont recueilli de grands avantages et qui ont perçu des gains immenses sur la misère de la masse. Les fabricants d'armes, les armateurs, les grands propriétaires fonciers, les fournisseurs d'aliments et les marchands d'articles de luxe ont gagné des millions. La petite bourgeoisie n'a connu de la guerre que les soucis, la détresse et les chagrins, preuve de plus de l'injustice de cette société capitaliste. Au point de vue matériel aussi bien qu'au point de vue moral, cette guerre a été une ruine complète pour les classes ouvrières de tous les pays, neutres aussi bien que belligérants. Afin de les préserver d'une déchéance complète, il sera nécessaire d'organiser une coopération plus active des classes non possédantes. La démocratie socialiste internationale a donc pour devoir sacré, malgré la discorde qui a régné quelque temps dans ses rangs, de rétablir l'entente, afin d'entamer victorieusement une nouvelle et plus lourde lutte de classes.

Une grande partie de la richesse nationale a été gaspillée. L'économie de siècles a été perdue. D'énormes capitaux ont été jetés au vent. L'industrie et le commerce ont été désorganisés. L'incendie universel a dévoré les fruits du travail infatigable de millions de bras. Et après la guerre, le plus terrible des désastres que l'humanité ait jamais connu, — la concurrence sera portée à une âpreté inconnue jusqu'ici, par suite d'augmentation des impôts, de la cherté des vivres, du taux élevé de la rente et du désir intense de

se rétablir des dommages éprouvés. La diminution du pouvoir d'achat diminuera la vente, et par là les capitalistes seront obligés d'exploiter d'avantage les ouvriers, ce qui provoquera des collisions économiques. Des trésors seront nécessaires pour pouvoir compenser les dépenses et les destructions de la guerre, pour payer le taux des dettes publiques considérablement augmentées, pour rétablir la navigation et les relations commerciales interrompues. Toutes les tentatives d'échapper aux difficultés économiques de plus en plus intenses ne seront que des palliatifs et cependant elles pèseront lourdement sur la classe ouvrière. La lutte des classes sera plus terrible que jamais.

Même à présent, au milieu de la guerre, la méfiance n'a cessé de se développer entre ouvriers et patrons. Des grèves ont déjà éclaté. Et que sera-ce plus tard, quand tant de points litigieux apparaîtront? Les salaires seront petits en comparaison du prix de la vie ¹⁾.

Le système actuel des impôts suce l'ouvrier jusqu'à la moelle. L'esprit de violence s'est aggravé chez les possédants aussi bien que chez les ouvriers. Le pouvoir politique intervient de plus en plus dans la vie du peuple et plus que jamais les partis et les classes se combattront avec acharnement dans leur propre pays. La lutte politique et économique deviendra donc plus terrible qu'auparavant. La lutte contre le capitalisme et le militarisme s'imposera aux ouvriers, et mainte fois, ils devront sacrifier leurs intérêts individuels à leur idéal.

Les syndicats auront des difficultés pour reconquérir leur force perdue, pour imposer les conventions du passé, pour trouver une solution à la question des ouvriers non-qualifiés et des femmes ouvrières.

Au moment même où la guerre enlevait des centaines de milliers d'ouvriers à l'industrie, ceux qui sont restés dans le pays ont trouvé assez de travail et gagnent un salaire suffi-

¹⁾ A la fin de 1915, le professeur Verrijn Stuart a évalué cette augmentation (comparativement à juillet 1914) pour la Hollande à 30 %, pour l'Angleterre à 43 %, pour Berlin à 78 %, et pour Vienne à 86 %. Ces chiffres ont encore augmenté depuis lors. Il est certain que la guerre a plus appauvri la classe ouvrière allemande que la classe ouvrière anglaise et que les pertes en hommes et invalides sont plus considérables en Allemagne qu' en Angleterre.

sant. Mais qu'arrivera-t-il, lorsque les soldats reviendront et exigeront leur part de travail? „Cette activité pendant la guerre”, a écrit Wibaut avec raison¹⁾, „est une catastrophe économique, comme aucune n'a encore frappé le capitalisme”, car au lieu de créer des valeurs, d'augmenter la prospérité, elle n'a d'autre but que de détruire les valeurs le plus vite possible, de diminuer la prospérité et en réalité, elle n'est qu'un appauvrissement volontaire.

Sera-t-il raisonnable, au retour des temps normaux, de permettre que les vieux et les jeunes, qui ont consciencieusement rempli leur tâche, soient chassés de leur occupation, d'expulser les femmes des métiers qu'elles ont appris, poussées par la misère, et après s'être rendues utiles?

Si l'on abandonne à la libre concurrence, à la loi de l'offre et de la demande, le soin de chercher du travail pour ces millions d'hommes qui reviennent des tranchées, les salaires deviendront des salaires de famine et l'on commettra une grande injustice envers les hommes, qui ont sacrifié leur vie et leur santé pour la patrie, où ils ne peuvent plus trouver ni travail, ni pain. La guerre a fauché terriblement dans la partie intelligente et dans la partie la plus robuste de la population. Les ouvriers valides, habitués à la vie en plein air, ne reprennent peut-être leur travail dans les fabriques sans air ni lumière, et ils chercheront une autre occupation. Il est indéniable que les femmes et les enfants ont été sousalimentés¹⁾. La productivité du travail a donc souffert, ce qui pèsera encore plus sur les salaires et pourra faire allonger les heures de travail. Le Gouvernement devra donc prendre des mesures et exiger des sacrifices de la part des patrons. Il aura pour devoir de s'occuper du sort des ouvriers, au lieu de les faire dépendre du libre jeu des forces économiques. Le socialisme d'état est en voie de réalisation et, vu le déficit des trésors publics, plusieurs industries devront être organisées par les Gouvernements. Le nombre des monopoles d'Etat s'agrandira donc considérablement.

Les dettes publiques se sont amoncelées et elles augmen-

¹⁾ „Weekblad” van „Het Volk”, 1 Octobre 1915.

²⁾ Une enquête à Stuttgart a relevé le fait que sur 100 naissances il y a 50 à 60 fausses couches. („Socialistische Gids”, Juin 1916, p. 462.)

tent encore journellement. Si la destruction des propriétés, des ponts, des bateaux, des chemins de fer, des valeurs agricoles, des machines, se chiffre par des milliards, les pertes en matériel humain crient vengeance au ciel.

L'état des dépenses de guerre était évalué au 1er Janvier 1916, par la „Société pour l'Etude des Suites Sociales de la guerre” à Copenhague, (Bulletin Nr. 1) à environ 160 millions de francs, tandis que la guerre de 1870—1871, qui ne dura que 210 jours n'avait coûté que la 40ième de cette somme.

A la fin de l'année passée l'Allemagne avait déjà dépensé 18 milliards de florins, donc 1½ fois la valeur de toutes ses lignes de chemin de fer, y compris les stations et le matériel roulant. Lorsque Mr. Asquith reçut du Parlement, le 21 février 1916, son sixième crédit, le total des dépenses s'élevait déjà à 17 milliards de florins, tandis que les dépenses quotidiennes pour l'Angleterre seule étaient de 52,8 millions de florins. Cette somme a atteint 72 millions de florins en ce moment.

„The Economist” du 18 décembre 1915 publie la statistique suivante. (En millions de florins).

	Fortune nationale en millions	Revenu national en millions	Economie annuelle en millions	Frais de guerre jusqu'au 31 mars 1916 en millions	Frais de Guerre en %		
					de la fortune	du revenu	de l'économie
Grande Bretagne...	216000	27000	4500	19080	8.8	71	424
France.....	146000	18000	3000	22980	14.7	128	766
Russie.....	144000	18000	3000	20340	14.7	113	678
Italie.....	84000	10200	1500	4920	5.9	48	328
Belgique et Serbie..	33000	4200	720	3180	9.6	76	442
Alliés au total.....	623000	77400	12720	70500	11.3	93	564
Allemagne.....	192000	25200	4200	30540	15.9	121	727
Autriche-Hongrie...	108000	14400	2400	17220	15.9	120	717
Turquie et Bulgarie .	21000	2400	360	2520	12.0	105	700
Emp. Centraux Total.	321000	42000	6960	50280	15.7	120	722
Total de tous les Bel-ligérants.....	944000	119400	19680	120780	12.8	102	620

A présent, la fortune nationale, le fruit de tant d'années de dur labeur, est perdue sous la forme de fumée, de poudre et d'armes meurtrières, et après la guerre, comment couvrir ce gaspillage de tant de richesses?

La baisse des valeurs dans la plupart des pays belligérants est en rapport direct avec les dépenses de guerre. Cette situation est encore aggravée par le fait que l'on a jeté sur le marché de grandes quantités de billets de banque et par la balance commerciale défavorable de la majeure partie de ces pays. En avril dernier, le cours d'argent en Angleterre, en France, en Allemagne, en Autriche et en Russie était respectivement 3.5, 12.0, 24.0, 37.0 et 40 % en dessous du cours normal, ce qui a diminué de beaucoup le pouvoir d'achat. Ce sont surtout les consommateurs et les ouvriers qui subissent les conséquences de cette conjoncture, car les prix des vivres augmentent, tandis qu'en fait les salaires diminuent. Les industriels, qui amassent de grands profits de la guerre, ont acheté en échange et en partie obligatoirement des papiers d'Etat, qu'ils vendront après la guerre. Cette opération entraînera une nouvelle baisse des cours et affaiblira le Crédit national. Plus d'un état devra attendre un miracle avant d'être en état de restaurer ses ruines financières, sans devoir refuser de payer ses dettes et sans banqueroute d'Etat. Même l'Angleterre et la France, qui étaient si stables au point de vue financier avant la guerre, auront quelque peine à encaisser la rente des 75 et 46 milliards de marcs, prêtés pour une grande partie à des pays étrangers¹⁾. L'histoire nous apprend que la guerre a toujours été la source des dettes nationales. La guerre présente peut conduire plusieurs états à leur perte financière.

Dans les six pays les plus étendus, la dette nationale est déjà plus que triplée. Pour le moment, la dette de l'Empire germanique atteint déjà la somme de 49 milliards de marcs, contre 5 milliards avant la guerre, donc à peu près dix fois autant. A la fin de 1915 les dettes consolidées des Puissances européennes étaient augmentées,

¹⁾ Lohman. Die wirtschaftlichen Folgen des Weltkrieges, 1914. p. 15.

en comparaison de celles du début de la guerre, dans la proportion suivante: l'Italie de 14 %; la Russie de 34,0; la France de 62,0; l'Autriche de 74,5; l'Angleterre de 16,5 et l'Allemagne de 515,5 %¹⁾. La dette totale était augmentée dans ces quelques mois, de 110 à 211 milliards de francs, ce qui au taux de 5 % et $\frac{1}{2}$ % d'amortissement donne une rente annuelle de 16,6 milliards de francs à payer. L'Allemagne, qui payait avant la guerre annuellement 170 millions de marcs de rente, a déjà 2,280 millions de marcs à payer, et en tenant compte des pensions aux soldats estropiés, on en arrivera facilement à 2.800 millions. Cette somme équivaut à une rente égale aux $\frac{5}{8}$ de l'accroissement annuel moyen de la fortune nationale pendant les années 1908 à 1911 inclus.

Les frais de la guerre jusqu'au 31 mars 1916, exprimés en % de l'accroissement moyen annuel du capital, s'élevait alors respectivement à 280 % pour l'Italie, à 420 % pour l'Angleterre, à 570 % pour la Russie, à 600 % pour l'Allemagne et à 680 % pour la France et en mois du revenu national respectivement 6, 9, $14\frac{1}{2}$, $14\frac{1}{2}$ et 15 mois. Les impôts énormes qui, par l'augmentation de la rente à payer pour couvrir la dette nationale en Autriche-Hongrie, en Angleterre, en France et en Allemagne, sont augmentés de 750, 825, 1000 et 1250 millions de florins entraveront nécessairement le rétablissement de la fortune nationale. Au point de vue capitaliste, cette guerre a été une sottise énorme. Les Etats dépensaient au dessus de leurs forces comme des gaspilleurs à pourvoir d'un conseil judiciaire. Les frais énormes, qui viendront encore même si la Paix est conclue demain, ne peuvent être payés par des impôts et l'on devra bien avoir recours à des monopoles d'Etat. La classe ouvrière, écrasée sous le poids des impôts, obligée de payer des prix élevés pour se pourvoir de vivres, devra entreprendre, avec une organisation affaiblie, une lutte difficile contre la classe capitaliste, qui, envisageant de plus grands profits pour couvrir ses pertes, tâchera d'imposer aux prolétaires une plusvalue encore plus considérable. La situation sera encore plus

¹⁾ D'après la Bankverein de Suisse. (V. Nieuwe Rotterdamsche Courant du 15 janvier 1916.)

précaire parce que l'industrie européenne, surtout celle de l'Allemagne, ne trouvera plus de débouchés outre-mer où les bénéficiaires de la conjoncture, les Etats Unis d'Amérique et le Japon, seront devenus des concurrents redoutables. De nouveaux pays industriels sont en formation en Extrême-Orient, ce qui sera le premier pas vers un régime économique mondial.

La classe ouvrière devra donc se préparer à affronter la lutte des classes dans des conditions beaucoup plus difficiles, tandis que les capitalistes, renforcés par des cartels et des trusts puissants même pendant la guerre, lui résisteront avec une force agrandie.

Si l'on veut se faire une petite idée de cette terrible hécatombe, il suffit de jeter un coup d'oeil sur la liste ci-dessous, relevant la perte en hommes jusqu'au 31 mars 1916.

	Nombre de blessés et de manquants.	Tués ou invalides complets.	Capital humain par tête.	Perte de capital humain en millions.
Grande Bretagne	800000	235000	f 7200	f 1680
France	2000000	515000	" 6000	" 3120
Russie.....	5000000	980000	" 3300	" 3240
Italie.....	500000	140000	" 4200	" 600
Belgique et Serbie...	550000	130000	" 4200	" 540
Alliés au total.....	8850000	2000000	f 4584	f 9180
Allemagne	3700000	990000	" 5400	" 5340
Autriche-Hongrie	3100000	840000	" 4800	" 4020
Turquie et Bulgarie .	600000	150000	" 3300	" 480
Centraux au total....	7400000	1980000	f 4968	f 9840
Total de tous les belligérants.....	16250000	3980000	—	" 19020

„L'Economist" fait remarquer que les chiffres relatifs aux tués et aux invalides sont beaucoup plus petits que l'évaluation faite généralement: 0,7 % de la population pour les Alliés, 1,4 % pour l'Europe Centrale.

Ce carnage a continué en redoublant de force, et de nouveau des centaines de milliers d'hommes sont tombés morts ou estropiés sur un terrain couvert de sang depuis de longs mois ¹⁾.

Le commerce universel a été désorganisé et il a pris un aspect tout différent, parce que les industries, qui travaillaient auparavant pour l'exportation sont devenues à présent les fournisseurs de l'armée et de la flotte. Le commerce total de l'Angleterre, par exemple, s'élevait pour l'année 1913 à 1.430 millions de L. St.: 55 % pour l'importation et 45 % pour l'exportation; en 1915 (d'après les estimations provisoires) la somme était devenue 1.270 millions; l'importation avait été portée à 69 % et l'exportation tombait à 31 %, donc une réduction de $\frac{2}{3}$. Le commerce total de la France, de la Russie et de l'Autriche-Hongrie diminuait dans les mêmes années respectivement de 27, 50 et 44 % ²⁾. Dans tous les pays l'exportation descendait et pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, elle est réduite au minimum. Au contraire, pour les Pays Neutres, la balance commerciale devenait plus active, surtout pour l'Amérique du Nord, dont l'exportation de 1913/14 à 1914/15 s'était augmentée de 55 % à 62 % du total. D'un pays de débiteurs, les Etats-Unis sont devenus les bailleurs de fonds de l'Europe, tandis que pour la première fois dans l'histoire, le Japon lui-même a su amortir ses dettes et est en état de prêter de l'argent à la Chine.

Pour pourvoir aux misères les plus critiques, les Gouvernements, même des Pays Neutres, se voyaient obligés d'intervir activement dans le libre jeu des forces économiques. Les vivres ont été réquisitionnées, les prix de vente ont été déterminés, et l'on a réglementé la consommation des citoyens. L'importation et l'exportation des

¹⁾ Dans la „Rivista Popolare”, Corvini calculait que, si la Paix se faisait avant octobre 1916, les dépenses totales pour armée et flotte, pour pensions, indemnités, pertes subies, pour reconstruire des bâtiments détruits, pour secourir les misérables, entretenir les prisonniers, pour amortir les dettes d'une période de 50 ans, pour compenser la perte d'hommes tués ou invalides et en tenant compte de la diminution de la production, s'élèveraient à la somme colossale de 29 milliards de francs. Voilà les pertes matérielles dues à la guerre.

²⁾ Die Glocke de Parvus. 1916. Pages 95 et suivants.

produits ont été réglementées par l'Etat; les Bourses de Travail ont été fermées pendant un certain temps. La vente des effets de commerce a été interdite. L'Etat a prescrit le cours forcé de la monnaie et il a fait des emprunts obligatoires. Les chemins de fer, les fabriques et les usines particulières sont dirigées par le gouvernement qui a publié des prescriptions réglant la quantité et l'espèce de production. Même les cargaisons ont été réglementées. En un mot, les métiers, le commerce et l'industrie ont été „étatisés”. Le socialisme d'Etat s'est imposé avec force et vigueur, et, lorsque le capitalisme apparaissait comme impuissant pour régler nationalement la production, l'intervention de l'Etat a fait de nouveau un bon pas dans la direction de la nationalisation des moyens de production. Et cette évolution progressera encore après la guerre!

Même cette réglementation bureaucratique par l'Etat, organe des classes possédantes, a été un grand progrès comparativement au système anarchiste de la concurrence capitaliste, et après la guerre, cette tendance favorisera nécessairement l'idée de la coopération socialiste de l'avenir. Dans cette mesure, nous pouvons applaudir à cette politique, mais il faut que la démocratie socialiste internationale lutte de toutes ses forces contre la tentative des puissances qui voudraient prolonger d'une guerre économique cette lutte par les armes, par la constitution de fédérations d'Etats ennemis et le déchaînement d'une lutte économique à outrance.

LA GUERRE ECONOMIQUE.

Déjà maintenant, il est une tendance à faire succéder à la paix de demain une guerre sous la forme d'une lutte plus intense au point de vue économique. La démocratie socialiste a pour devoir de s'opposer à cette politique.

Dans les milieux socialistes même, on a proposé d'après la conception de Franz von Liszt de former une „Ligue des Etats Centraux”, contre l'Angleterre, la Russie et l'Amérique ¹⁾. Cette idée allait plus loin que celle des

¹⁾ Paul Lensch. „Die deutsche Sozialdemokratie und der Weltkrieg”, 1915, pag. 61.

partisans d'une „Europe Centrale” qui est le but économique de cercles puissants chez nos voisins orientaux, et qui porterait atteinte d'une façon indirecte à l'indépendance des états scandinaves, de la Belgique et de la Hollande.

D'un autre côté, on a formé le projet d'une „Entente économique des Puissances alliées” dans le but de ruiner le commerce et l'industrie de l'Allemagne. Le fameux „free-trader” Monk proposait de ne plus donner à l'Allemagne les mêmes droits civils et commerciaux ni des débouchés comme auparavant, et le Ministre Dunciman veut même interdire „tout commerce de l'Allemagne avec les pays que cette puissance a obligé de faire de grands sacrifices pour maintenir leur indépendance.”

C'est là l'organisation systématique de la vengeance, ce qui se tournerait fatalement contre les auteurs de cette politique. En effet, les relations commerciales et le capitalisme moderne sont si étroitement enchevêtrés, que les pertes, causées à l'un retombent nécessairement sur l'autre. Le commerce et l'industrie anglais sont à peine concevables sans rétablissement de relations avec l'Allemagne, son principal client, après les Indes Britanniques, et son meilleur fournisseur.

Nous verrions une Europe formée de deux fédérations d'Etats ennemis, qui en pleine paix tâcheraient de s'anéantir au point de vue économique et dont l'esprit hostile et inquiet ferait naître un militarisme féroce et permanent. La démocratie sociale est donc tenue de faire front contre tous ces projets dangereux. Elle est soutenue dans cette politique par les lois de l'évolution économique, qui élèvent ainsi la démocratie socialiste au rang de véhicule de la civilisation ¹⁾.

Heureusement que nos partisans français sont d'accord sur ce point. A preuve la citation suivante empruntée à une déclaration récente du Parti Socialiste de France (Humanité 25 juin).

„Nous affirmons ici avec tous que les nations alliées ont à prendre toutes les mesures qui développeront leur production et leurs échanges, qui favoriseront l'éclosion

¹⁾ „Het Volk” du 3 juillet 1916.

et la croissance de leur solidarité économique et les mettront à l'abri d'une concurrence déloyale. Mais notre devoir est de ne pas renforcer un régime de protectionnisme outrancier dont les classes ouvrières de tous les pays feraient les frais, ni même de développer à l'égard de l'Allemagne, un système de restriction vitale économique qui serait à la fois une source certaine de conflits nouveaux et, peut-être, pour notre pays une raison de paresse industrielle et commerciale.

Nous n'accepterons pas de prolonger en guerre économique les désastres de la guerre européenne."

Et de grand coeur Renaudel a applaudi aux paroles par lesquelles la conférence économique de Paris a été clôturée par M. de Broqueville:

„Nous ne prenons point de mesures pour continuer la guerre après la paix, nous n'envisageons nullement la lutte mais seulement la défense, nous préparons une alliance contre la guerre."

Les résolutions votées à cette Conférence secrète ne sont pas d'une nature solide et la rude nécessité dissipera ces projets. Les pays alliés, qui en 1913 exportaient en Allemagne des articles pour une valeur de 3200.000.000 de marcs en recevaient pour une valeur de 3500.000.000. Dans ces conditions, le boycott n'est pas tenable. La Russie sera naturellement obligée de renouveler ses relations commerciales avec l'Allemagne. La France regarde déjà avec méfiance les projets protectionnistes de l'Angleterre et les intéressés reviendront sûrement de la conception moyen-âgeuse que l'achat de produits n'est avantageux qu'aux vendeurs.

La Fédération des Centraux a déjà senti à son tour l'opposition des grands industriels de l'Autriche, et elle étoufferait dans l'oeuf la jeune industrie de la Hongrie.

Sous ce rapport, nous ne devons pas nous inquiéter outre mesure, à cause de la grande influence des socialistes français sur leur gouvernement. Mais une tâche plus lourde attend les socialistes allemands, pas seulement en cette question spéciale mais également dans une affaire plus importante.

Quelle que soit la violence des oppositions des gouvernements pendant la guerre, aussitôt que la Paix sera conclue,

ce seront les intérêts économiques et politiques qui donneront de nouveau le ton. L'alliance conclue entre le Japon et la Russie en est une preuve marquante et tant que l'autocratie règnera en Russie et en Allemagne, la crainte de voir collaborer ces deux pays d'une manière plus étroite comme dans le passé est loin d'être chimérique.

Une Alliance durable avec la Russie serait un brillant succès pour les capitalistes et impérialistes allemands : l'Allemagne trouverait ainsi dans son voisinage le plus proche un débouché avec 160 millions d'habitants, pour les produits de son industrie, en compensation desquels la Russie agraire enverrait du blé, des minéraux et des matières premières. Au point de vue militaire, une telle alliance des deux armées les plus puissantes du monde, serait désirable et avantageuse, mais alors l'Europe serait livrée aux puissances réactionnaires les plus redoutables. Alors serait constitué une hégémonie en Europe, qui a avorté jusqu'à présent, et les ouvriers seraient courbés sous le joug d'une vraie tyrannie. La présente guerre impérialiste ne serait que le commencement de la formation d'un czarisme affermi au service du capital organisé. Toute notre attention doit donc être portée sur la question de savoir si la fin de la bataille ne serait pas marquée par une entente plus étroite de l'impérialisme allemand et tsariste¹⁾. Si le Japon, qui veut imposer sa volonté à la Chine, se joignait à cette constellation, le mouvement des classes ouvrières subirait un recul, et dans la lutte entre l'impérialisme et la démocratie, la victoire serait peut-être assurée au premier. Dans cette hypothèse, il ne serait pas trop risqué de prédire que l'hégémonie du Grand Océan formerait l'objet de la lutte de demain entre l'Allemagne, la Russie et le Japon contre l'Angleterre et l'Amérique du Nord, qui, adversaire jusqu'à présent de toute forme de militarisme, se hâte déjà fiévreusement d'agrandir son armée et sa flotte.

La démocratie socialiste internationale doit donc faire valoir son influence, pour empêcher que la guerre par les armes ne soit suivie d'une guerre économique, qui à son tour provoquerait une nouvelle lutte armée. Elle doit donc

¹⁾ Heinrich Laufenberg et Fritz Wolfheim. „Imperialismus und Demokratie“, pag. 14.

s'opposer à toute tentative d'aggraver les relations commerciales entre les belligérants, et de combattre l'introduction d'impôts extraordinaires, frappant l'importation d'articles de ces pays, sous n'importe quel motif.

Si le socialisme international doit combattre le militarisme et exiger que les conflits entre nations soient soumis à l'arbitrage obligatoire, — il doit également favoriser l'entente entre nations de manière à éviter ces conflits.

Toutes les forces doivent être mises en oeuvre, surtout dans les pays intéressés, afin de raffermir l'influence de la démocratie et d'éviter la réaction menaçante. Nous devons „maintenir” la liberté des mers. Nous disons „maintenir”, car cette liberté existait avant la guerre et elle nous reviendra avec la paix. Il est impossible de se figurer des puissances en guerre, qui tâchent de se détruire sur terre par tous les moyens, et ne se combattraient pas sur mer. En temps de guerre, la mer manquera toujours de sûreté pour le parti le plus faible. Mais qu'en temps de paix la mer ne soit pas libre pour tous, c'est là une situation impossible dans une société moderne. ¹⁾

L'avenir est aux nations libres, ayant des relations libres et internationales, dont la concurrence économique est basée sur une technique plus ou moins perfectionnée et dont le développement intellectuel ne s'arrête pas aux frontières d'un état. L'avenir n'est pas aux solitaires. C'est à cette tendance que doit se rallier la Conférence des Neutres, qui a pour devoir également de se préoccuper de conditions de paix conformes à la conception socialiste.

CONCLUSION.

La critique socialiste de l'organisation actuelle de la société s'est vérifiée, car en dernière analyse, la guerre universelle trouve son origine dans l'opposition économique des classes dans les divers pays capitalistes. La guerre n'était donc point l'écroulement du socialisme — comme le prétendaient ses adversaires — lorsque la guerre, provoquée par les classes dominantes, éclata malgré les violentes protestations du prolétariat encore trop faiblement organisé.

¹⁾ W. H. Vliegen. „Geestesraadsele” dans le „Socialistische Gids”. Avril 1916. Page 258.

Nous ne devons rien changer à notre attitude principielle, mais à présent, il est de notre devoir de limiter le mal que les gouvernements ont fait naître, et de tâcher d'en empêcher la répétition dans l'avenir. La démocratie socialiste a pour devoir de faire apparaître le véritable caractère de cette guerre et de préparer par une lutte incessante l'époque où se formera la vraie société humaine, et où se fusionneront à jamais les libertés personnelle, sociale, nationale et internationale.

La démocratie socialiste internationale a toujours été et sera plus que jamais, une organisation pour la Paix, l'ennemie de tout Impérialisme militariste, l'adversaire de toute violence au service de l'injustice et de l'égoïsme. Le progrès de la civilisation du siècle nouveau est pour une grande partie en ses mains.

Pour cette raison, sa conception ne dépendra pas de la situation militaire, mais le socialisme se placera „au dessus de la mêlée”. La bataille dure depuis deux longues années. Les forces sont plus ou moins égales. On foule aux pieds justice et humanité, et les uns et les autres espèrent toujours de vaincre leurs adversaires ou de les épuiser, tandis que leur propre sang coule à flots. Et quoi qu'on sache que la violence fait toujours renaître la violence, il paraît cependant que le grand but de cette guerre est de donner la garantie certaine qu'il n'y aura plus jamais de guerre. C'est là pour tous les partisans de la guerre une banqueroute, mais c'est aussi l'unique bien que cette catastrophe nous ait apporté, bien qu'il ait été trop chèrement payé. La guerre ne sera pourtant pas vaincue par la victoire d'un des groupes de puissances belligérants. La paix durable sera plutôt apportée par la victoire du socialisme et du droit international.

Continuer „la guerre jusqu'à ce que l'ennemi soit obligé d'évacuer le territoire”, c'est là un point de vue assez borné, si l'on considère cette condition — du reste très équitable — non comme un résultat de la Paix, mais bien comme un succès de la guerre. La haine et l'animosité à l'égard de l'ennemi sont en cette matière également mauvaises conseillères, car pour les temps qui s'approchent, il faut avant tout de l'unité entre les vrais socialistes. Ce n'est qu'à cette condition que le prolétariat international pourra conquérir le monde. Déchiré par la discorde

intérieure, il sera impuissant et malgré le nombre de ses partisans, il deviendra la risée de ses adversaires. Le but élevé du socialisme n'est réalisable qu'à condition d'une coopération unanime dans tous les pays, où le capitalisme règne encore, et c'est contre le capitalisme qu'il doit reprendre la lutte, de même que contre la barbarie et la violence. De tout coeur nous avons applaudi au manifeste des socialistes anglais, qui, malgré tout, même malgré les fautes commises et malgré des faiblesses, ne doutent point de la victoire du socialisme :

„On nous dit que le socialisme international est mort, que toutes nos espérances et tous nos idéals sont détruits dans l'incendie et dans le malheur de la guerre européenne. Cela n'est pas vrai!

„Du fond des ténèbres nous envoyons notre salut aux ouvriers amis de chaque pays. Sous la tonnerre des canons, nous saluons affectueusement les socialistes allemands. Continuellement, ils ont travaillé à favoriser les bonnes relations avec l'Angleterre, tout comme nous avons agi à l'égard de l'Allemagne. Ils ne sont pas nos ennemis, mais nos amis fidèles.

„En imposant leur crime monstrueux aux peuples, les gouvernements, les diplomates et les militaristes ont signé leur propre condamnation. La grande démocratie naîtra dans les larmes, le sang et la tristesse. Nous marchons vers l'avenir avec une confiance inébranlable, notre cause est sacrée et immortelle; l'oeuvre de nos mains n'aura pas été faite en vain.

„Vivent la Liberté et la Fraternité! Vive le socialisme international!”

Aussitôt que la guerre sera terminée et que les peuples en verront toute l'horreur, le jugement prononcé par des frères à charge d'autres frères sera moins sévère qu'à présent. La démocratie socialiste reprendra dans tous les pays sa tâche de parti pacifiste par excellence. L'esprit de solidarité prolétarienne et le sentiment d'intérêts communs se réveilleront et l'Internationale réapparaîtra dans toute sa splendeur, „car elle continue de vivre dans nos coeurs”.¹⁾

¹⁾ Discours du Président du Bureau Socialiste International Vandervelde à Genève (Voir „Volk” du 5 Février 1916.)

Il est donc nécessaire d'envisager à présent les conditions de Paix, qui méritent notre appui. Plus que jamais, les partis socialistes auront à s'occuper des problèmes internationaux, de la politique étrangère des gouvernements capitalistes, auxquels on a laissé la main trop libre. Au Congrès Universel de demain, les idées et l'idéal socialiste devront être présentés sous une forme nette.

Et ce ne sera pas trop difficile, malgré la nécessité des délibérations et des études. Une „tendance commune de se mettre d'accord”¹⁾ se fait déjà sentir. De nombreux signes montrent la bonne volonté de rétablir les relations antérieures et de renouer les fils momentanément brisés. Tous sont d'accord sur les principes de paix, esquissés plus haut. Les négociations ne viseront que les détails, et la Conférence peut orienter les esprits dans la bonne direction. Même dans les milieux politiques étrangers à nos groupements, ces principes ont été applaudis, ce qui augmente considérablement l'espoir d'un bon succès.

Il importe à examiner également quelques questions encore peu discutées. Ainsi les meilleurs d'entre nous devront fixer spécialement leur attention sur la politique coloniale, un des facteurs les plus importants dans l'histoire universelle et de l'avenir le plus proche. La production capitaliste se développe de plus en plus vite sur tout le globe. La négation de la politique coloniale, qui se manifesta si fortement au Congrès de Stuttgart, ne peut être plus longtemps poursuivie²⁾.

Personne ne devrait avoir l'hégémonie sur la mer, sinon on bâtira de nouveau des flottes pour combattre cette suprématie. Le droit de prise devrait être aboli, et il faut préparer un régime où les relations économiques reposeront sur la base du libre échange. Ce n'est que de cette manière que l'on obtiendra une expansion pacifique. On pourrait introduire à bref délai le libre échange dans les colonies, et en internationalisant certaines d'entre elles, on éviterait une source notable de discorde. La guerre aura certes

¹⁾ Jules Destrée. „Les Socialistes et la Guerre européenne”, Page 106.

²⁾ Les socialistes allemands qui repoussaient alors toute possession coloniale peuvent se féliciter aujourd'hui que leur vœu est quasi réalisé. Mais s'en contenteront-ils?

affaibli le préjugé courant relatif aux races de couleur et il importe de le combattre encore davantage. Luttons également dans des écoles contre le chauvinisme de la jeunesse et contre l'esprit militariste. Les conditions de paix devraient même aborder ce point, plus important qu'on ne le croit. Il faut combattre enfin la démoralisation de la jeunesse, qui a été la conséquence de cette guerre, et dans cette lutte nous gagnerons de plus en plus les femmes pour le mouvement pacifiste.

Il ne faudra pas négliger d'indiquer les desiderata visant la réglementation internationale de la législation ouvrière, et, examiner la possibilité de fixer des salaires minima dans les différents pays. Il dépendra de l'influence de la classe ouvrière de conserver ou d'améliorer les mesures qui ont été prises par les gouvernements pour mettre fin, dans une certaine mesure, à l'anarchie actuelle de la production.

Les socialistes auront donc à faire une oeuvre utile et féconde. Ils ne peuvent laisser passer l'occasion favorable. Ils ont le devoir d'agir immédiatement, sans regarder trop exclusivement aux intérêts de leur propre pays, mais en pensant surtout aux besoins de l'ensemble. Dans ce cas, la Paix de demain pourrait devenir un tournant sur le chemin de l'évolution.

Sous aucun prétexte, la classe ouvrière ne peut permettre que la paix soit conclue à la fantaisie des militaires et des diplomates. Nous savons ce que ces Messieurs ont fait. Les conditions de paix indiquées ci-dessus doivent devenir le bien commun de tous et les partisans de pareil arrangement ont à combattre de toutes leurs forces pour l'adoption de ces principes. La Paix de demain doit donner la sécurité aux peuples et le repos aux âmes. Le sang ne doit plus couler pour satisfaire la tyrannie et la violence. Les misères de la guerre ont été ressenties trop douloureusement, pour qu'on ne veuille les prévenir dans l'avenir. Toute la terre a gémi sous l'horreur des temps présents. Les pays non-combattants ont aussi le droit d'élever leur voix, de défendre leurs droits en danger, de dire leur opinion. Et c'est surtout la classe ouvrière, si lourdement frappée et dont la vie même est menacée, qui peut prétendre à avoir accès aux Conférences de la Paix, non par la bienveillance de ses adversaires, mais à titre d'égalité. Le jugement des neutres et des

ouvriers doit être entendu, car le prolétariat doit mener sa propre lutte dans l'intérêt de toute l'humanité.

Après la Conférence des Puissances Neutres — ou, pour le cas où des Gouvernements s'y montraient hostiles — un Congrès des députés des divers parlements devrait se réunir à l'effet d'offrir sa médiation aux belligérants, pour rétablir le droit international, pour faire un pas dans la direction d'un Parlement universel pour la Paix. Par la création de leur Bureau International et de leur Commission Interparlementaire, les socialistes ont démontré qu'il est possible d'accueillir cette idée, et l'Union Interparlementaire pourrait agir efficacement pour la répandre. L'affolement produit par la guerre doit prendre fin et l'influence des socialistes dans les parlements et les syndicats ouvriers est assez forte dans le monde, pour qu'il leur soit possible d'être entendu. ¹⁾ Et, si le prolétariat parvient à jouer pour la première fois un rôle important dans la politique du monde, il aura rempli une belle mission.

Après cette guerre et à mesure que l'horrible massacre se prolonge, le flux socialiste peut s'élever plus haut. Le sang répandu peut faire chanceler sur ses bases l'organisation actuelle de la société, si solide en apparence. Notre devoir à tous est donc de raffermir l'Internationale et d'appeler aux armes contre le monstre de la guerre tout le prolétariat qui, du fond de son cœur, déteste cet immense fraticide.

Un nouveau monde va naître. Nous assistons aux douleurs de son enfantement. Sous peu, nous verrons une époque d'une nouvelle politique universelle, où le droit du plus fort ne dominera plus, où la violence des armes sera obligé de se courber sous la majesté du droit. La tâche de

¹⁾ D'après Jules Destrée (livre cité, page 8) les socialistes des pays belligérants ont obtenu aux dernières élections plus de 8.870.000 voix et ils avaient 435 députés dans les Parlements de ces pays, c'est à dire, en France 18% et en Allemagne 27% de la représentation parlementaire.

Si l'on y ajoute les membres des parlements des autres pays et des états fédérés de l'Allemagne, de la Suisse et de l'Amérique on arrive au nombre de 903 députés socialistes et 14 sénateurs, tandis qu'il y a 7 ministres socialistes. Bientôt ces chiffres seront encore augmentés.

Avant la guerre, les syndicats socialistes comptaient environ 9 millions d'ouvriers organisés.

la démocratie socialiste internationale sera de favoriser cet idéal, tâche difficile, mais féconde. Elle doit élever la palme de la paix au milieu du tumulte de la guerre, en suggérant des conditions de Paix raisonnables, en ramenant à la raison les belliqueux et en mettant fin au massacre. Nous attendons le résultat de notre action avec confiance, et si elle réussit, le prolétariat aura mérité la reconnaissance des générations de demain.

Les peuples veulent la Paix! L'avenir est au Travail!

**Imprimerie: Electrische Drukkerij „Vooruitgang”,
Keizersgracht 378 — Amsterdam.**
